print

C'est officiel : les USA sont l'état terroriste n°1

De Noam Chomsky

Global Research, octobre 29, 2014

Url de l'article:

http://www.mondialisation.ca/cest-officiel-les-usa-sont-letat-terroriste-n1/5410715

Pour bien comprendre cet article de Noam Chomsky, publié non pas aux États-Unis, mais au Venezuela, qui considère les USA comme un État terroriste, il convient de rappeler que dans le « droit de la guerre » la protection des populations civiles est un devoir pour les deux parties en lice. Ne pas le faire est une infraction directe au droit humanitaire [1].

Une attaque terroriste est une attaque visant directement des civils, dans le but d'obtenir un avantage territorial ou politique. Ce qui est le cas de l'État islamique (Daech, Isis, EllL...), qualifié de groupe terroriste. Mais l'attaque, racontée dans ce texte, d'une usine cubaine, par des forces terroristes formées par les USA, et qui laissa 400 ouvriers morts, en est un autre cas. Au niveau légal, les deux attaques ne sont pas différentes. La différence entre les deux, subjective à la conscience collective occidentale, repose sur sa représentation médiatique, celle qui fabrique votre consentement, qui vilipende la première et encense, ou au moins excuse, la deuxième, simplement parce que c'est votre bord qui en est l'auteur.

Si vous trouvez que faire cette différence est normal de votre part, alors vous pouvez vous classer parmi les hégémonistes (même si vous préférez le mot pragmatiques), ceux qui pensent que c'est la puissance qui est la règle du jeu international. Si vous trouvez cette différence anormale, vous vous classez parmi les légalistes et vous blâmerez les deux. Mais il faut aussi se rappeler que le puissant à une responsabilité supplémentaire, celle de maîtriser sa puissance et ne pas commencer l'attaque. D'autant plus, s'il se considère « gendarme du monde », car on ne peut prétendre à la fois faire appliquer la loi et se placer au-dessus d'elle.

Il devient de plus en plus évident que l'hégémonisme est une idéologie qui reprend toute sa force aux USA et dans le monde occidental, tant parmi nos gouvernements, que dans la conscience collective, dirigée dans ce sens par les médias dominants. C'est pourtant cette idéologie qui a conduit aux catastrophes qu'ont été les deux premières guerres mondiales. Guerres à chaque fois perdues par les tenants de l'hégémonisme. Ce qui nous ramène à la constatation du gouvernement US lui-même, que vous lirez dans ce texte : « les succès sont si rares qu'il serait bon d'envisager un changement de stratégie », constatations que les pragmatiques et les hégémonistes se doivent de méditer.

Le Saker francophone

Un sondage international a montré que les USA sont en tête du classement de « la plus grande menace à la paix de nos jours », loin devant la deuxième place tenue par le Pakistan.

Imaginez un article de première page dans la *Pravda*, rapportant une étude faite par le KGB, portant sur les principales opérations terroristes menées par le Kremlin dans le monde, dans le but de déterminer ce qui a favorisé leurs succès ou leurs échecs, et qui conclurait que, malheureusement, les succès sont si rares qu'il serait bon d'envisager un changement de stratégie. Imaginez que l'article en vienne

à reprendre des propos de Poutine, disant qu'il a demandé au KGB d'enquêter pour recenser les cas « de financement et de livraison d'armes aux insurgés dans un pays, ayant entraîné la victoire de ces derniers. Mais ils n'ont pas trouvé grand-chose ». Il aurait donc quelques hésitations à poursuivre de telles actions.

Si, aussi inimaginable que cela puisse paraître, un tel article venait à être publié, les cris d'indignation et de colère seraient tonitruants, et la Russie serait immédiatement condamnée très sévèrement (même pire), non seulement pour cette reconnaissance publique d'actes de soutien terroristes, mais aussi pour la réaction de sa classe dirigeante. Aucune remise en question, si ce n'est de savoir si de tels actes ont un effet et comment l'améliorer.

Il est même difficile d'imaginer qu'un tel article puisse être publié, sauf qu'il l'a été (ou presque).

Le 14 octobre, l'info de Une du *New York Times* portait sur une étude de la CIA, qui passait en revue les principales opérations terroristes conduites par la Maison Blanche dans le monde, dans le but de déterminer les causes de leurs succès ou de leurs échecs et dont la conclusion disait que, malheureusement, les succès étaient rares et qu'il serait bon d'envisager une réadaptation stratégique [2] [3]. L'article continue en citant Obama, disant qu'il avait demandé à la CIA de lancer une enquête pour déterminer les cas où « le financement et la fourniture d'armes aux insurgés d'un pays a abouti à leur victoire. Mais ils n'ont pas trouvé trouvé grand-chose ».

Il n'y a eu aucun cri de réprobation, aucune indignation, rien.

La leçon à tirer d'une telle histoire me semble limpide. Dans la culture politique occidentale, il est maintenant considéré comme totalement normal que le Leader du Monde Libre soit un État voyou et terroriste et puisse publiquement proclamer sa capacité à accomplir de tels crimes. Et il est tout à fait normal que le prix Nobel de la paix, et avocat constitutionnel libéral, qui détient le pouvoir, ne soit concerné que par un aspect : comment rendre de tels actes plus efficaces.

Une approche plus détaillée de cette histoire ne peut qu'aboutir à cette leçon.

L'article commence en citant les opérations US « de l'Angola au Nicaragua, en passant par Cuba ».

En Angola, les USA se sont alliés à l'Afrique du Sud pour fournir une aide vitale à Jonas Savimbi, de l'armée terroriste de l'Unita, et ont continué de même après que Savimbi eut été battu à plate couture dans des élections libres dûment surveillées, et même après que l'Afrique du Sud avait retiré son soutien à ce « monstre, dont la soif de pouvoir avait entraîné la misère de son peuple », selon les mots mêmes de l'ambassadeur britannique en Angola, Marrack Goulding, propos renforcés par ceux du chef de la station de la CIA à Kinshasa, dans le Zaïre voisin, qui avait averti que « ce ne serait pas une bonne idée » de soutenir un tel monstre, « à cause de l'étendue de ses crimes. Il est extrêmement brutal ».



Jonas Savimbi recevant ses parrains sud-africains dans sa « capitale » de Jamba, en Angola

Malgré ces opérations terroristes meurtrières en Angola, appuyées par les USA, les forces cubaines ont repoussé les agresseurs sud-africains vers le sud, les forçant à quitter la Namibie, illégalement occupée, et à ouvrir la voie à des élections, pour lesquelles Savimbi, après sa défaite, « a complètement rejeté les avis de 800 observateurs internationaux, qui disaient que ces élections avait été... globalement libres et justes » (New York Times). Savimbi a continué sa guérilla terroriste, grâce au soutien US.

Les succès cubains dans la libération de l'Afrique et la fin de l'apartheid furent loués par Nelson Mandela, quand il fut finalement libéré de prison. Un de ses premiers actes fut de déclarer que « durant toutes ces années de prison, Cuba fut une inspiration pour moi, et Fidel Castro un monument de courage... Les victoires cubaines ont détruit le mythe de l'invincibilité de l'oppresseur blanc et inspiré le combat du peuple sud-africain... un tournant majeur pour la libération de notre continent (et de mon peuple) du fléau de l'apartheid ».

WANTED for crimes



Henry A. Kissinger

Recherché pour crimes contre l'humanité : Henry A. Kissinger

Par contraste, le commandant terroriste Henry Kissinger était dans un état « apoplectique », face à l'insubordination de ce « minable » de Castro, qui devait être « écrasé », comme l'ont rapporté William Leogrande et Peter Kornbluh dans leur livre « Back channel to Cuba », en se référant à des documents déclassifiés.

Pour ce qui est du Nicaragua, nous ne nous attarderons pas sur cette guerre terroriste de Reagan, qui continua bien après que la Cour de justice internationale eut ordonné à Washington d'arrêter tout « usage illégal de la force », c'est-à-dire du terrorisme international, et de payer pour les vastes dommages occasionnés ; et même bien après la résolution du conseil de sécurité des Nations Unies qui demandait à tous les États (c'est-à-dire aux USA) de respecter les lois internationales – Résolution contre laquelle Washington a posé son veto.

Il faut quand même reconnaître que la guerre terroriste de Reagan contre le Nicaragua, poursuivie par Bush 1er, ne fut pas aussi destructrice que le terrorisme d'État qu'il a soutenu avec grand enthousiasme au Salvador et au Guatemala. Le Nicaragua avait l'avantage d'avoir une armée pour s'opposer aux forces terroristes soutenues par les USA, alors que dans le cas de ces pays voisins les terroristes s'en prenant à la population étaient les forces armées elles-mêmes, équipées et entraînées par Washington.



Le meurtre de 6 intellectuels sud-américains, des prêtres jésuites, par une brigade d'élite de l'armée du Salvador, le bataillon Atlacatl

Dans quelques semaines nous commémorerons une des dernières batailles terroristes de Washington contre l'Amérique du Sud : le meurtre de 6 intellectuels sud-américains, des prêtres jésuites, par une brigade d'élite de l'armée du Salvador, le bataillon Atlacatl, équipé et entraîné par Washington et agissant sous les ordres du Commandement Central, bataillon ayant un long passé de massacres des habituelles victimes.

Ce crime horrible datant du 16 novembre 1989, à l'Université jésuite de San Salvador fut le point culminant d'une énorme vague de terreur qui s'est répandue sur tout le continent à la suite de la décision par John F. Kennedy de changer la stratégie des militaire sud-américains, de « défense de l'hémisphère » — une relique datant de la seconde guerre mondiale — à celle de « sécurité intérieure », qui voulait dire que la guerre allait se tourner contre la population locale. Le décor fut brièvement planté par Charles Maechling, qui dirigea la planification de la contre-insurrection et de la défense intérieure US de 1961 à 1966. Il a décrit la décision que prit Kennedy en 1962 comme un changement de « la tolérance envers la rapacité et la cruauté des militaires sud-américains » vers « une complicité directe dans leurs crimes » et même vers un appui US aux « méthodes des escadrons de la mort d'Heinrich Himmler ».

A Cuba, les opérations terroristes US furent lancées plein gaz par le président Kennedy pour punir les Cubains d'avoir gagné lors de l'invasion de la Baie des cochons. Comme l'a décrit l'historien Piero Gleijeses, JFK a « demandé à son frère, le procureur général Robert Kennedy, de diriger le groupe qui a organisé l'Opération Mongoose (Mangouste), un programme d'opérations paramilitaires, de guerre économique, et de sabotage qu'il lança en 1961 pour que Fidel Castro connaisse « les terreurs terrestres » (terrors of the earth) [4] mais surtout, de manière plus pragmatique, pour le renverser ».

La phrase « les terreurs terrestres » fut notée par Arthur Schlesinger, historien et associé de Kennedy, dans sa biographie quasi-officielle de Robert Kennedy, qui reçut la mission de conduire cette guerre terroriste. RFK informa la CIA que le problème cubain représentait « la priorité absolu du gouvernement des USA (tout le reste devenant secondaire) et que ni le temps, ni les efforts, ni le matériel ne devaient être épargnés » dans l'effort de renverser le régime de Castro et de répandre les « terreurs terrestres » sur Cuba.

Cette guerre terroriste lancée par les frères Kennedy ne fut pas une mince affaire. Elle impliqua 400 US-Américains, 2000 Cubains, une flotte privée de vedettes et un budget annuel de 50 millions de dollars, géré en partie par la station CIA à Miami, en violation du « Neutrality act » mais aussi visiblement en violation de celle qui interdit à la CIA d'opérer sur le sol US.



Diplôme de bons et loyaux services décerné au Général Lansdale

L'opération terroriste Mongoose fut conduite par le général Edward Lansdale, qui s'était formé aux opérations terroristes US dans des opérations menées aux Philippines et au Vietnam. Son programme pour l'Opération Mongoose appelle à « des révoltes publiques et au renversement du régime communiste » en octobre 1962, et pour qui « le succès final va demander une action militaire US décisive » quand le terrorisme et la subversion auront préparé le terrain.

Octobre 1962 est, bien sûr, une date très importante de l'histoire moderne. C'était le mois où Nikita Khrouchtchev a envoyé ses missiles à Cuba, déclenchant la fameuse crise des missiles qui nous a amenés au bord d'une ultime guerre nucléaire. L'histoire officielle reconnait maintenant que Khrouchtchev fut en partie motivé par l'énorme avantage de force dont bénéficiaient les USA après que Kennedy eut répondu à son appel pour une réduction des armes offensives par une augmentation radicale de l'avantage US; et aussi par l'inquiétude de voir une invasion US de Cuba. Des années plus tard, le secrétaire à la Défense de Kennedy, Robert McNamara a reconnu que Cuba et la Russie avaient raison de craindre une attaque. « Si j'avais été à la place des Cubains ou des Russes, j'aurais pensé la même chose », fit observer McNamara au cours d'une conférence internationale pour le 40ème anniversaire de la crise des missiles.



Objectifs de reconnaissance de l'US Air Force à Cuba, 1962. (document US Air Force)

L'analyste politique Raymond Garthoff, très reconnu dans son milieu, et ayant de nombreuses années d'expérience directe du renseignement US, a rapporté que pendant les semaines qui ont précédées la crise d'octobre, un groupe terroriste cubain, basé en Floride avec l'autorisation du gouvernement US a entrepris « une attaque osée à base de vedettes rapides sur un hôtel de bord de plage cubain, près de La Havane, ou des techniciens militaires avait l'habitude de se réunir, tuant une dizaine de Russes et de Cubains ». Peu de temps après, rajoute-t-il, les forces terroristes attaquèrent des cargos britanniques et cubains et organisèrent d'autres raids sur Cuba, entre autres actions entreprises début octobre. À un moment particulièrement tendu de cette crise encore non résolue, le 8 novembre, une équipe terroriste envoyée des USA a fait exploser une usine cubaine alors que l'opération Mongoose avait déjà été officiellement arrêtée. Selon Fidel Castro, 400 ouvriers ont été tués dans cette opération menée grâce à « des photos prises par des avions espions ». Des tentatives d'assassinat de Castro et d'autres attaques terroristes ont continué, et se sont même aggravées, les années suivantes.

On a accordé un peu d'intérêt à une partie mineure de cette guerre terroriste, les nombreuses tentatives d'assassiner Castro, mais elles furent le plus souvent considérées comme des manigances infantiles de la part de la CIA. À part cela, rien de ce qui s'est passé n'a provoqué grand intérêt ou beaucoup de commentaires. La première enquête sérieuse de langue anglaise sur l'impact de cette période sur les Cubains fut publiée par le chercheur canadien Keith Bolender dans son *Voices from the other side : An oral history of terrorism against Cuba* (Voix de l'autre côté : une histoire orale du terrorisme contre Cuba), une étude de grande valeur, largement ignorée.

Ces trois exemples mis en lumière dans l'article du *New York Times* sur le terrorisme US ne sont que la pointe de l'iceberg. Mais ils sont néanmoins utiles pour reconnaitre l'engagement de Washington dans des opération terroristes meurtrières et destructrices et du peu d'inquiétude que cela provoque dans la classe politique, qui trouve cela normal et considère que les USA doivent être une superpuissance terroriste, au-dessus des lois internationales et des normes de civilisation.

Aussi étrange que cela puisse vous paraître, le reste du monde risque de ne pas être d'accord. Un sondage international diffusé il y a un an par le Worldwide Independent Network/Gallup International Association (WIN/GIA) a montré que les USA arrivaient largement en tête des « menaces contre la paix mondiale », loin devant le Pakistan (position surement grossie par le vote indien). [5] [6]

Heureusement, on a épargné cette information insignifiante aux Étasuniens.

Noam Chomsky

Article original : Official: The US is a Leading Terrorist State (telesurtv.net, anglais, 20-10-2014)

Traduit par Wayan (qui a aussi rédigé le préambule) et revu par Fausto, pour vineyardsaker.fr et Tlaxcala

Notes

- [1] Droit international humanitaire: protection des civils (Wikipédia, français)
- [2] <u>C.I.A. Study of Covert Aid Fueled Skepticism About Helping Syrian</u> Rebels (nytimes.com, anglais, 14-10-2014)
- [3] <u>Syria: Arming Insurgents Probably Achieved Its Real Aim</u> (moonofalabama.org, anglais, 16-10-2014)
- [4] « [...] je ferai de telles choses je ne sais pas encore lesquelles, mais elles seront la terreur de la terre [...] », citation contenue dans le discours du sénateur JFK à l'<u>Auditorium du Coliseum d'Indianapolis, IN, le 4 Octobre 1960</u>, tirée du Roi Lear de W. Shakespeare (Scène II, Acte IV, 276-282) : « [...] Je veux faire des choses... Ce qu'elles seront, je ne le sais pas encore ; mais elles feront l'épouvante de la terre. Vous croyez que je vais pleurer. Non, je ne pleurerai pas ; j'ai certes sujet de pleurer ; mais ce cœur se brisera en cent mille éclats avant que je pleure... Ô bouffon, je deviendrai fou ! [...] » [Trad. François-Victor Hugo]
- [5] Win/Gallup linternational's annual global end of year survey shows a brighter outlook for 2014 (orb-international.com, anglais)
- [6] In Gallup Poll, The Biggest Threat To World Peace Is ... America? (ibtimes.com, anglais, 02-01-2014)

Copyright © 2014 Global Research